

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/JPN/86
11 septembre 2002

(02-4776)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

NOTIFICATION DE MESURES D'URGENCE

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>JAPON</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Ministère de la santé, du travail et de la prévoyance sociale
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): Aliments et additifs alimentaires et appareils et contenants/conditionnements pour aliments et additifs alimentaires
4.	Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: Tous pays
5.	Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié: <i>Revision of the Ministerial Ordinance and its Guideline</i> (Révision de l'Arrêté ministériel et de son règlement d'application) – Résumés disponibles en anglais, respectivement 4 et 9 pages
6.	Teneur: Pour l'essentiel, l'arrêté ministériel décrit les éléments que le Ministre prend en compte pour décider si la vente, la fabrication et l'importation d'aliments, etc. déterminés en provenance d'un pays, d'une région ou d'un site de production devrait être interdite au titre de la Loi sur l'hygiène alimentaire récemment modifiée (cette modification a fait l'objet de la notification G/SPS/N/JPN/84). Le règlement d'application énonce des prescriptions détaillées concernant la mise en application de la Loi sur l'hygiène alimentaire récemment modifiée.
7.	Objectif et raison d'être: <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites
8.	Nature du (des) problème(s) urgent(s) et raison pour laquelle la mesure d'urgence est prise: Protection de la santé publique
9.	Norme, directive ou recommandation internationale: <input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius, <input type="checkbox"/> Office international des épizooties, <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> Néant S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:
10.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Après adoption, l'arrêté ministériel sera publié au Journal officiel (KANPO).
11.	Date d'entrée en vigueur/durée d'application (le cas échéant): 7 septembre 2002
12.	Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:
13.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme: